

Le grand marché du changement climatique

Lucile MAERTENS

Le changement climatique anime les débats scientifiques, économiques et politiques depuis cinquante ans. Romain Felli propose une histoire économique de l'adaptation aux changements climatiques et dénonce son instrumentalisation par la logique de marché, au détriment des plus vulnérables.

Recensé : Romain Felli, *La grande adaptation. Climat, capitalisme et catastrophe*, Paris, Seuil, 2016, 292 p., 18€.

Ce livre raconte comment l'idée d'adaptation aux changements climatiques a été mobilisée – et mise en œuvre – dès les années 1970, pour permettre une extension du marché dans tous les domaines de la vie. (p. 9)

Ces quelques mots proposés en introduction de l'essai résument parfaitement la thèse d'un ouvrage important sur le changement climatique. Romain Felli, géographe et politiste à l'Université de Genève, propose un argumentaire clair et illustré, oscillant entre description sur le temps long et démonstration analytique. S'inspirant des théories marxistes, de la géographie critique et de l'écologie politique qui privilégient les causes structurelles socio-économiques pour expliquer les inégalités environnementales et la vulnérabilité aux changements climatiques, Romain Felli présente une double démonstration. D'une part, il montre que la notion d'adaptation de la société aux changements environnementaux s'est imposée dès les années 1960 comme l'option par défaut pour répondre au réchauffement climatique – bien que les négociations internationales aient privilégié l'atténuation et la réduction des émissions de dioxyde de carbone de 1992 à 2009. D'autre part, il dénonce son instrumentalisation par des politiques néolibérales visant à étendre le marché en niant les causes structurelles de la vulnérabilité aux changements climatiques.

Si la seconde dimension renvoie à des travaux de plus en plus nombreux sur le capitalisme vert¹, soit la marchandisation de la nature et l'application des instruments de marché pour assurer la protection de l'environnement suivant une logique marchande, la première, s'appuyant sur l'exploration d'archives inédites, est plus novatrice et tend à remettre en cause l'idée répandue selon laquelle le concept d'adaptation n'aurait émergé dans les débats climatiques qu'à la fin des années 2000.

¹ Voir par exemple Peter Newell et Matthew Paterson, *Climate Capitalism: Global Warming and the Transformation of the Global Economy*, Cambridge University Press, 2010 ; Daniel Tanuro, *L'impossible capitalisme vert*, La Découverte, 2010.

Une contre-histoire de l'adaptation

Après une introduction traitant spécifiquement des aspects conceptuels de la démonstration, que l'auteur invite à contourner pour les lecteurs et lectrices moins intéressés par les fondements théoriques de l'analyse, Romain Felli développe son propos en quatre temps.

La crise climatique est une crise de la manière capitaliste d'organiser la nature.
(p. 15)

Dans un premier chapitre, l'auteur propose de contextualiser l'émergence de la notion d'adaptation aux changements environnementaux. Après avoir rappelé le succès des théories néomalthusiennes auprès des écologistes de l'après-guerre (1945-1975) qui font de la surpopulation humaine la principale source des problèmes environnementaux, il montre comment, aux États-Unis, la crise de légitimité du capitalisme rencontre les inquiétudes pour la survie de la planète. La grammaire de la surpopulation et de l'épuisement des ressources – avec notamment la publication du célèbre rapport Meadows commandé par le club de Rome, *The Limits to Growth (Les limites à la croissance)*², en 1972 – s'inscrit dans un souci de « bonne gestion des ressources naturelles » qui est « nécessaire au capitalisme » (p. 34). La sécheresse et la famine au Sahel dans les années 1970 sont alors perçues comme une confirmation des théories néomalthusiennes sur l'effondrement agricole provoqué par les fluctuations du climat. L'adaptation s'avère être un argument de poids pour la modernisation de l'agriculture, avec son lot d'extension de l'utilisation d'intrants chimiques, de dépossession des terres et d'approfondissement de la dépendance des pays en développement à l'égard des multinationales. La climatologie se met ainsi au service du secteur agroalimentaire américain. Jusqu'à l'élection de Reagan en 1981, les États-Unis se positionnent à la pointe de la recherche en matière de changements climatiques et internationalisent la question ainsi que la seule solution envisagée comme réaliste, à savoir l'adaptation de la société. Les changements sont perçus comme hors de contrôle, il faut donc privilégier « l'adaptation volontaire » et « construire la résilience ».

L'argument de ce livre est que loin d'être des objets périphériques du projet néolibéral, les questions environnementales, et la question climatique en particulier, ont été importantes dans la redéfinition d'une nature capitaliste. (p. 20)

Le deuxième chapitre poursuit la longue histoire de cette « grande adaptation » qui, dans les années 1980, répond « à la crise climatique, par l'accroissement du marché, plutôt que par sa restriction » (p. 17). Alors que la réduction de l'utilisation des énergies fossiles est présentée comme irresponsable, les économistes néolibéraux s'emparent du débat. Faisant de la protection de l'environnement un choix économique, ils aspirent à moins de régulation et à des politiques climatiques suivant la logique de marché, soit « la capacité des agents économiques à payer » (p. 72). Pour cela, ils mettent l'accent sur les coûts de l'atténuation et les bénéfices de l'adaptation, en insistant sur l'incertitude de la politique climatique (connaissances partielles, variabilité du climat, etc.). D'une incapacité à prévoir le monde découlerait une impossibilité à le planifier qui justifierait une forme minimale d'intervention, limitée à l'incitation par les prix.

² Plus communément traduit par « Halte à la croissance ? ».

L'adaptation est alors présentée comme un ajustement aux risques naturels mais, selon l'auteur, « [e]n cherchant à agir sur les capacités d'adaptation, [la vision fonctionnaliste de l'adaptation] rend invisibles les rapports sociaux, notamment économiques, qui produisent structurellement la vulnérabilité de certaines parties de la population » (p. 83). Il reprend ainsi les travaux de Rolando Garcia qui, en 1981, a proposé une analyse fondamentalement différente de la famine comme résultante de vulnérabilités socio-économiques bien plus que d'aléas climatiques. Alors que ses recherches et les analyses sociales des famines comme les travaux d'Amartya Sen et de Michael Watts, pourtant en plein essor dans les années 1980, sont marginalisées au profit d'une approche globalisante et déterministe, les pays du Sud ne parviennent pas à imposer leur opposition à la flexibilité. La notion de résilience est transposée de la biologie au monde social et l'écologie se positionne en science de la flexibilité. En s'appuyant sur l'exemple de l'eau et de l'instrumentalisation de l'adaptation pour justifier sa marchandisation, Romain Felli démontre le rôle central de la question climatique dans le développement du néolibéralisme. L'adaptation aurait ensuite été « oubliée » de 1992 à 2009, les négociations internationales s'étant focalisées sur les efforts de réduction des émissions de CO₂. Si l'on peut regretter que l'auteur ne développe pas les causes de cet oubli renvoyant aux travaux sur les négociations climatiques, il montre habilement que sa réémergence à la fin des années 2000 s'appuie de nouveau sur la grammaire de l'incertitude et de la flexibilité.

[L]e choc du réchauffement climatique est utilisé pour étendre les mécanismes de marché et accroître l'intégration de populations marginales dans le marché mondial. (p. 119)

Dans un contexte de développement de la microfinance, le microcrédit se présente comme un premier outil pour s'adapter aux changements climatiques au Sud. Il repose sur l'idée selon laquelle l'exclusion du marché expliquerait la pauvreté. En s'appuyant sur l'exemple d'une province indienne, l'auteur en montre cependant les limites : en imposant une recherche accrue de productivité négligeant l'agriculture vivrière, le microcrédit augmente la dépendance au marché, conduisant à l'endettement et à la faillite de petits paysans. Aspirant à pallier l'incertitude et à mutualiser les risques, les projets de micro-assurance menés par les multinationales visent aussi à tirer profit de la pauvreté et n'ont donc pas intérêt à réduire la vulnérabilité mais à la perpétuer. Le programme pilote mené en Éthiopie a montré les conditions nécessaires au succès de cette approche : le rôle des subventions de l'État et le travail des ONG pour favoriser l'appropriation communautaire. Mais l'auteur précise que pour devenir rentable, le système ne peut que perdre les caractéristiques de son fonctionnement local, soit les subventions qui permettent aux plus pauvres d'y participer et les négociations avec les acteurs locaux, et accentuer la vulnérabilité des plus pauvres aux variations de prix, puisqu'ils sont conduits à commercialiser leur production. Il conclut ainsi qu'en ignorant les conditions économiques et sociales de la vulnérabilité des plus pauvres, de nouvelles vulnérabilités sont créées.

En réalité, les décisions de migration face aux transformations environnementales dépendent d'une structure complexe de pouvoir, d'accès aux ressources, de normes et d'institutions qui façonnent la vulnérabilité différenciée des populations aux changements climatiques. (p. 173)

Le dernier chapitre présente, à partir du cas des migrations climatiques, la mise en œuvre de l'instrumentalisation entrepreneuriale de l'adaptation. Internationalisée dans les années 1980, la question des « réfugiés environnementaux » est tout d'abord utilisée pour attirer l'attention sur le changement climatique, au détriment des droits des migrants présentés comme des menaces à la sécurité des États. Dans la même lignée, les travaux identifiant le changement climatique comme un multiplicateur de menaces remettent en cause la souveraineté des États au Sud, manquant « d'ingéniosité » pour s'adapter aux changements climatiques.

En s'appuyant sur l'exemple du Darfour, l'auteur montre qu'« en désignant le changement climatique comme le déclencheur du conflit », on passe sous silence les causes socio-économiques des conflits :

Oubliés l'histoire coloniale et postcoloniale, la dépossession violente des terres, la soumission des populations à un régime de travail extractif, les politiques néolibérales d'ajustement structurel, le comportement des entreprises multinationales, les luttes locales de pouvoir, etc. Si le réchauffement climatique provoque la pauvreté, les déplacements de populations ou même les guerres, alors les institutions humaines, les conflits politiques, les inégalités économiques et sociales perdent relativement de leur importance. (p. 160-161)

Transformant la menace en opportunité et dépassant le discours victimaire, la migration est finalement vendue comme une forme d'adaptation. S'il s'agit de montrer les avantages économiques de la mobilité de la force du travail, l'auteur souligne qu'il n'est jamais question d'ouverture des frontières, mais bien de « gestion de la migration ». L'adaptation au changement climatique est alors instrumentalisée pour justifier des plans de relocalisation ou le maintien dans la précarité des travailleurs comme dans le cas des ouvriers agricoles saisonniers en Turquie, l'urgence permettant de contourner le processus de consultation et de participation de la société civile.

Enjeux de (dé)politisation

Cet ouvrage partisan se pose donc à contre-courant des travaux sur l'adaptation en dénonçant son caractère prétendument nouveau et ses implications néolibérales. Plus que la « maladaptation », il démontre comment l'impératif d'adaptation a été instrumentalisé en permanence pour promouvoir le marché et dénier les causes structurelles des vulnérabilités aux changements climatiques. Pour l'auteur, il ne s'agit pas de refuser de s'adapter, mais de privilégier l'atténuation et de lutter contre les conséquences du réchauffement climatique par « un contre-mouvement de protection de la société » (p. 202). En d'autres termes, il s'agit de repolitiser la question climatique.

Les enjeux de la dépolitisation sont au cœur de la démonstration. Qu'elle prenne la forme d'une négligence (volontaire ou naïve) des causes politiques de la pauvreté, des migrations ou des conflits, ou qu'elle s'exprime par le biais d'instruments techniques dans les plans d'adaptation, elle constitue le revers de l'instrumentalisation néolibérale. L'auteur montre ainsi brillamment que l'adaptation maintient un *statu quo* de misère sociale et déresponsabilise les acteurs politiques et économiques :

Quand le réchauffement climatique « produit » des guerres ou des migrations – au Darfour ou ailleurs –, les véritables responsables de ces atrocités disparaissent de l'analyse, ainsi que les moyens concrets et locaux de lutte contre les effets du réchauffement climatique. (p. 195-196)

À la croisée de la sociologie des sciences et des élites, l'auteur illustre aussi très clairement les enjeux de la coproduction de la science et du politique en termes de pratiques institutionnelles – financement de la recherche notamment – et d'acteurs individuels clés – bien que l'on puisse regretter que le propos à la fin de l'ouvrage soit davantage désincarné. On observe alors, en filigrane, la tension permanente entre les questions environnementales et les questions climatiques. On aurait aimé que l'auteur s'empare davantage de cette question et de ses conséquences sur la façon dont l'environnement est pensé aujourd'hui.

Cependant, certaines pages proposent parfois une image simplifiée des intentions des acteurs. Tout au long de l'ouvrage, l'auteur prétend expliquer les objectifs néolibéraux des scientifiques, économistes, industriels, acteurs politiques ou « humanistes naïfs » (p. 181) qu'il présente, mais l'analyse ne permet pas véritablement de saisir les intentions des acteurs ni les raisons pour lesquelles le discours de l'adaptation a pu les convaincre au delà d'une volonté d'étendre le marché. Nous pouvons également regretter que l'ouvrage contourne la présentation des solutions alternatives croisant réduction de la vulnérabilité et émancipation sociale, très brièvement présentées en conclusion. L'enjeu de la mise en œuvre réaliste des propositions soulevées mériterait d'être évoqué alors que nombre de partisans de la cause environnementale se sont ralliés au discours néolibéral dominant par pragmatisme.

Il reste que, par son argumentation solide et ses qualités rédactionnelles, cet ouvrage extrêmement bien documenté constitue une lecture judicieuse à l'heure où il est impératif d'éviter que les solutions aux problèmes ne deviennent elles-mêmes les problèmes.

Publié dans laviedesidees.fr, le 7 septembre 2016

© laviedesidees.fr